le MCI

cinquante ans de coopération, et après?

ARGENTINE Assemblée générale de l'organisation mapuche CAI (Conseil des conseillers indigènes)

Mouvement pour la coopération internationale 1962 50 2012

En 2012, le Mouvement pour la coopération internationale (MCI) fêtait son cinquantième anniversaire. L'occasion pour cette ONG genevoise active dans l'aide au développement de dresser un bilan, mais aussi de se poser quelques questions. Pourquoi la coopération avec le Sud est-elle encore nécessaire? N'aurait-elle pas dû devenir inutile au fil du temps? Qu'est ce qui l'en a empêché? Les projets soutenus sont-ils inadaptés? Comment repenser cette coopération pour la rendre plus efficace? Pour tenter de répondre à ces questions et pour fixer de nouvelles lignes directrices pour l'avenir, le MCI a organisé plusieurs activités au cours de l'année dernière. En mars et avril 2012, trois débats publics ont eu lieu: le premier sur l'actualité de la conférence de Bandung, un deuxième sur l'ONU et un troisième sur le mode de coopération de la Suisse et de Genève. En octobre, une rencontre réunissant à Genève plusieurs ONG partenaires du MCI a abouti à la signature d'une déclaration (lire en page 4) définissant les limites du modèle de coopération actuel, et proposant de nouvelles pistes à explorer. L'organisation publie en outre un film qui fait le point sur son engagement. Enfin, le MCI a commencé la «capitalisation» de son histoire, une analyse des actions et des projets qu'il a soutenus ainsi que les résultats des débats et ateliers de 2012. Ce travail sera compilé dans une publication à paraître cette année.

introspection

Le MCI s'est donc attelé à une analyse de ses cinquante années d'existence. Les membres ont passé en revue les forces et les faiblesses de l'organisation, que ce soit en ce qui concerne son fonctionnement, sa visibilité auprès du public ou son intégration dans le réseau de la Fédération genevoise de coopération (FGC) dont le MCI en est un des membres fondateurs. Si la diversité des membres du MCI, les collaborations pérennes liées avec les partenaires, l'expertise acquise dans les domaines des peuples autochtones, de la formation ainsi que de l'économie solidaire ou encore la capacité du MCI à associer les pouvoirs publics ont été reconnus comme autant de qualités, des défauts sont aussi apparus. Par exemple, l'absence de visibilité auprès du grand public prive le MCI de sympathisants et le modèle d'un engagement fondé exclusivement sur du bénévolat semble montrer ses limites. Les projets sont souvent plus complexes, demandent plus de temps et font parfois appel à des compétences plus pointues. En parallèle, les exigences des bailleurs de fonds et les tâches administratives se compliquent. Le MCI soutient des initiatives fédératrices comme la FGC, qui facilite la concertation entre ONG genevoises face aux bailleurs de fonds publics.

hypothèse pour l'avenir

L'expérience du MCI semble montrer que les modes de coopération les plus efficaces sont ceux portés par des partenaires locaux qui, à partir de réalisations locales ou régionales déjà porteuses d'autonomie, aboutissent à des propositions de politiques publiques dans leur pays d'origine. Ces propositions, quand elles sont mises en oeuvre, vont bénéficier à un nombre étendu de groupes, à une population beaucoup plus large que les bénéficiaires directs initiaux. Ces propositions peuvent avoir une répercussion non seulement locale, mais aussi régionale, voire nationale. Si cette hypothèse se vérifie, cela signifie que les partenaires doivent être soutenus par des aides dont le terme n'est pas systématiquement limité dans le temps. Ces partenaires doivent pouvoir également disposer des moyens leur permettant de vivre leur vie démocratique interne et de pouvoir disposer des infrastructures indispensables à leur travail.

Découlant du constat, la coopération des ONG ne doit-elle pas être plus systémique et davantage intervenir en direction des politiques publiques des Etats dont elles sont issues et des organisations internationales?

Pour tenter de vérifier cette hypothèse, le MCI a analysé son parcours, les actions et les projets qu'il a soutenus. Ont-ils apporté les changements sociaux espérés? Pourquoi certains n'ont-ils pas abouti? Quels sont les facteurs de réussite d'autres projets? C'est dans cette optique que le programme des activités entendait questionner le rôle et la cohérence de l'action des organisations internationales, des ONG, de la Suisse et de Genève dans le domaine de la coopération internationale. Ce programme visait aussi à émettre des propositions pour tenter d'améliorer à l'avenir l'efficacité de la coopération et à sensibiliser le public sur cette problématique et sur ses enjeux actuels. Les résultats de ces travaux seront compilés dans la «capitalisation» en cours.

coopération nécessaire

Après un demi-siècle, la coopération internationale – pensée à l'origine comme une aide ponctuelle, limitée dans le temps — s'avère toujours indispensable. En revanche, les problématiques de l'aide au développement évoluent. Les approches et les solutions sont devenues plus complexes.

Les projets soutenus par le MCI sont toujours plus axés autour de l'économie solidaire, de la formation ou de la défense des droits des peuples autochtones. La réalisation des objectifs fixés par de tels projets est bien souvent un travail de longue haleine. Elle tend par ailleurs à se compliquer, faisant intervenir toujours plus d'interlocuteurs. En effet, l'apparition de nouveaux acteurs dans les pays en voie de développement, notamment les grands groupes industriels dont les intérêts ont parfois un impact sur les politiques publiques de certains pays, complique la tâche des ONG locales, et par conséquent celle de leurs partenaires. Pérenniser, travailler en réseau avec d'autres ONG est une solution qui semble se dessiner pour l'avenir.

Fort de ses cinquante ans d'expérience, le MCI peut s'appuyer sur une solide connaissance de ses partenaires et du contexte dans lequel ils évoluent. Il a su tisser des liens avec d'autres ONG, s'engager au sein de la société civile – aussi bien en tant qu'association que par l'action individuelle de ses membres — et défendre une vision mettant l'homme au centre du développement. Mais son fonctionnement a aussi atteint ses limites. C'est donc sur de nouvelles bases, avec de nouveaux projets mais aussi une réorganisation de ses forces vives que le MCI aborde l'entrée dans son second demi-siècle d'existence.

le MCI

sur le MCI

Fondé en 1962 à Genève où il a encore aujourd'hui son siège, le Mouvement pour la coopération internationale (MCI) est une association qui «vise à promouvoir un esprit international parmi ses membres et la société civile en général», conformément à ses statuts.

Concrètement, l'activité du MCI consiste à appuyer différents projets émanant d'associations de pays en voie de développement, construire des partenariats solides et durables, participer à des réseaux et des plateformes thématiques, réaliser et/ou participer à des actions de sensibilisation et d'information, mener des groupes de réflexion et d'échange sur des thèmes du développement.

Les financements proviennent des collectivités publiques via la Fédération genevoise de coopération, des fonds propres du MCI et de dons privés. L'association gère environ 500'000 francs de projets par année.

L'équipe du MCI est composée d'une quinzaine de membres actifs bénévoles. Les chargés de projets travaillent en binôme ou trio avec leurs partenaires. Les bénévoles ont des compétences et des origines diverses. Présidente sortante et doyenne du MCI, Christiane Escher s'engage bénévolement pour le MCI depuis plus de cinquante ans.

A l'occasion de son 50ème anniversaire, le MCI publie un film, destiné aussi bien à sensibiliser le public qu'à servir de matériel didactique:

«Un nouvel avenir pour la coopération»

disponible avec des bonus sur **youtube.com/user/mci1962012** ou en DVD.

notre adresse: **Mouvement pour la Coopération Internationale**
Rue des Savoises 15
1205 Genève

+41 (0)22 320 29 02
mci.fgc@gmail.com
http://www.mci.fgc.ch

CCP: 12-16911-9

Mouvement pour la coopération internationale 1962 50 2012

quelques pro

En plus des projets ci-dessous, le MCI entretient des partenariats dans le domaine des peuples autochtones en Argentine, en Colombie

pollution sous surveillance

PEROU *Les communautés indiennes Kichwa nomment des surveillants pour contrôler leur territoire menacé par l'industrie pétrolière.*

En décembre 2011, le MCI a débuté un projet en Amazonie péruvienne, en partenariat avec l'ONG Solsticio et la fédération indigène Feconat (Fédération des Communautés Natives du bassin Tigre). La région du bassin Tigre est particulièrement touchée par les impacts de plus de 40 ans d'exploitation pétrolière polluante. Des terrains sont contaminés aux hydrocarbures, d'anciennes bases pétrolières ont été abandonnées au milieu de la forêt. Ce territoire est presque entièrement recouvert de forêt tropicale humide et constitue un réservoir mondial de biodiversité. C'est dans cette région que vivent plus de quatre mille Indiens Kichwa en étroite relation avec leur environnement; ils dépendent en grande partie de la chasse et de la pêche pour subvenir à leurs besoins.

Pour faire face à cette situation, le but de ce projet est de mettre en place un système de surveillance territoriale, avec la participation de sept surveillants environnementaux autochtones originaires des communautés natives du bassin Tigre. Ces surveillants sont formés et équipés avec des GPS et caméras digitales et sont chargés de documenter les impacts de l'industrie pétrolière. Ces impacts sont ensuite rapportés aux dirigeants de Feconat qui les dénoncent à l'Etat, aux entreprises et à l'opinion publique. Un autre but du projet est de renforcer la fédération Feconat et les compétences de ses dirigeants pour leur permettre de réaliser ces dénonciations et un travail de plaidoyer auprès du Gouvernement.

A ce jour, plus de 36 sites pollués et des infrastructures abandonnées par les entreprises pétrolières ont été documentés par les surveillants *(plus d'info sur monitoreofeconat.blogspot.com)*. Feconat, avec trois autres fédérations indigènes de la région du Loreto, participe à un groupe de travail constitué de représentants d'institutions étatiques péruviennes (environnement, peuples indigènes, extraction du pétrole, santé) destiné à mettre en place un agenda de travail pour faire face aux impacts sociaux et environnementaux de l'industrie pétrolière sur les peuples autochtones. Une première visite d'une commission de parlementaires péruviens a déjà eu lieu sur les sites pollués du bassin Tigre en juin 2012.

miser sur la jeunesse

URUGUAY *A Montevideo, l'ONG la Maison des femmes de l'Union est active dans la prévention des grossesses et la promotion de la citoyenneté chez les adolescentes défavorisées.*

La Casa de la Mujer de la Unión (Maison des Femmes de l'Union) est une ONG spécialisée dans la promotion des droits des jeunes et des femmes. Depuis 2004, elle a mis en place un projet de prévention des grossesses précoces et d'accompagnement des jeunes enceintes dans un cadre d'approche communautaire et de promotion de la citoyenneté chez les adolescent(e)s des milieux défavorisés de Montevideo.

En Uruguay le nombre de jeunes filles enceintes parmi la population la plus défavorisée n'a cessé d'augmenter: tandis qu'une jeune fille sur 4 est mère précoce, 2 mères précoces sur 3 n'étudient ni ne travaillent et 30% des enfants naissent et vivent dans des familles avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté. La grossesse précoce contribue à une situation d'exclusion sociale de ces adolescentes, en compromettant leurs possibilités d'insertion dans le système éducatif ainsi que l'obtention d'emplois de qualité.

Les axes de travail principaux ont été la prévention de la grossesse non désirée chez les adolescentes, la préparation à l'accouchement de jeunes filles enceintes et la formation et l'accompagnement en vue de leur réinsertion dans le système éducatif. Concernant la prévention, des ateliers d'information ont été réalisés à l'intention des élèves, filles et garçons, de l'enseignement primaire et secondaire et une formation spécifique pour les adultes de référence (enseignants, agents sociaux, services de santé) a été mise en place afin de faciliter la communication et une meilleure compréhension de la problématique. Le travail communautaire, réalisée au quartier Villa Española, a permis de développer un espace de participation et d'échange destiné aux adolescentes et jeunes femmes, Espacio Joven (Espace Jeune), qui est aujourd'hui un lieu de référence. Cette expérience a été systématisée et diffusée dans le but d'encourager la mise en place d'autres initiatives similaires. Suite à la présentation de cette systématisation, le CMU a été à même de faire des démarches auprès des institutions de l'État et a obtenu le financement des activités de l'Espacio Joven à partir de 2011. À long terme, on vise à la prise en charge par l'État du développement de programmes similaires dans d'autres communautés défavorisées autant à la capitale qu'en province.

Le MCI a soutenu ce projet depuis ses débuts en 2004 jusqu'en décembre 2010.

dé
par le

HAÏTI *Malgré l'afflux à fuyant la capital tremblement de a su intégrer les*

ojets du MCI

1962 50 2012 Mouvement pour la coopération internationale

pie et au Brésil et dans le domaine de l'économie solidaire au Brésil. Ces partenariats sont présentés dans la vidéo du 50ème anniversaire.

vers une production autonome

TIMOR ORIENTAL *Après dix ans d'existence, des groupes de production se sont émancipés du soutien du CDC et ont inscrit leur PME au registre du commerce.*

Le Centre de développement communautaire (CDC) existe depuis 2003. Ses actions sont orientées vers la création d'emplois et de revenus en appuyant le développement d'initiatives de production communautaires. Depuis 2011, onze groupes de production fonctionnent (forgerons, production de fruits et légumes, production de divers aliments transformés, banque de semences, etc). Le CDC est peu à peu devenu une référence au Timor oriental, il est aujourd'hui reconnu par le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et est en phase de devenir un Centre de formation professionnelle officiellement reconnu.

Certains groupes de production sont maintenant suffisamment formés pour devenir autonomes vis-à-vis du CDC. Le groupe des forgerons s'est déjà enregistré auprès du Ministère de l'Industrie et du Commerce comme petite entreprise. Cela signifie que les forgerons associés peuvent produire, acheter, vendre, gérer les revenus, planifier leurs actions immédiates et imaginer leur avenir sans l'appui du CDC.

Le rôle du CDC ne s'achève pas une fois que les groupes deviennent autonomes, car il joue également un rôle pour influencer les politiques publiques pour qu'elles aillent dans le sens du développement souhaité par la population.

Le MCI a appuyé financièrement le CDC pendant quatre ans de 2007 à 2011. La décision de se retirer de l'appui financier s'est prise en commun accord avec le CDC qui est actuellement soutenu par des organisations plus grandes que le MCI, ainsi que par les pouvoirs publics timorais qui reconnaissent et soutiennent le travail du centre en matière de création d'emplois et de revenus.

Le MCI et le CDC restent «partenaires sans dimension financière».

éracinés e séisme

x à la campagne de familles tale ravagée par le de terre, l'association PAIS les arrivants traumatisés.

PAIS (Programme d'Appui à l'insertion Sociale) est une association créée en 2005 dont l'objectif est l'engagement en faveur du développement durable à Haïti. Elle agit dans les domaines de l'agriculture, de la formation et sur le plan sanitaire. Elle entend construire et élargir des relations entre la vie associative organisée et les pouvoirs publics locaux pour faciliter aux citoyens – électeurs et élus — la connaissance de leurs droits et pousser les pouvoirs publics locaux à exercer leur rôle. Elle se positionne comme relais entre la société civile et les autorités.

Dès son début PAIS s'est engagé dans la formation à la citoyenneté et dans plusieurs réalisations locales (construction de latrines, etc...). Le tremblement de terre de 2010 a obligé de nombreuses personnes et familles à fuir hors de Port au Prince vers leurs régions d'origine. Le département du Nord a vu arriver environ 110 000 personnes et PAIS a fait face, comme toutes les organisations œuvrant à Haiti, à l'accueil de ces rescapés. L'année du séisme a généré une extraordinaire solidarité financière et PAIS a pu obtenir des fonds de l'ordre de 80 000 CHF. Cet afflux a permis une rapide multiplication et diversification des activités : des groupes de parole pour les rescapés ont été constitués, des latrines ont été installées, spécialement pour prévenir et combattre le choléra. Même des matchs de foot ont eu lieu avec grand succès dans le but de faciliter l'intégration des arrivants traumatisés par le séisme avec les populations locales. Des ateliers de formation à la couture ont permis aux jeunes vulnérables de fabriquer leurs habits et leurs uniformes scolaires. En 2012, les financements ont fortement diminué alors que les besoins restent très importants. Comment maintenir et développer de nouvelles dynamiques en l'absence de moyens financiers appropriés ?

Le MCI soutient financièrement le renforcement institutionnel de PAIS avec ses fonds propres depuis 2005. D'autre part, il collabore intensivement avec EIRENE Suisse qui a assuré à partir de 2010 l'envoi de volontaires qui participent au renforcement institutionnel de PAIS et à la formation de ses membres.

ateliers en milieu urbain

ARGENTINE *Des unités de production communautaires dans la zone métropolitaine défavorisée de Buenos Aires sont renforcées grâce à un réseau d'ONG.*

Le réseau social et environnemental (Red Social y Ambiental) est un réseau d'ONG intégré par 16 organisations populaires menant des actions dans la zone métropolitaine de Buenos Aires. Dans cette région, la majeure partie de la population vit dans un contexte de grande pauvreté et de marginalisation. Les services publics tels que les égouts et les services sanitaires sont déficients et l'eau utilisée est contaminée.

Le réseau social et environnemental vise non seulement à renforcer des groupes de production communautaires en en leur offrant des formations aux techniques de production mais aussi à mener des actions de sensibilisation dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Ces groupes de production sont nés principalement à la fin des années 90 sous l'impulsion de travailleurs au chômage dans un contexte de crise économique majeure. La population était contrainte de vendre des objets de famille pour pouvoir manger. Des réseaux de troc ont alors surgi, ainsi que des soupes populaires et l'utilisation de monnaies locales. Des groupes se sont alors formés et ont commencé à imaginer des activités qui génèrent de l'emploi. Une boulangerie destinée à produire du pain pour les participants a été créée. Puis le groupe s'est rendu compte qu'il pouvait produire du surplus pour vendre localement. Une laiterie, la production de confitures et de conserves ont ensuite été mises en place. Des potagers communautaires ont été créés. Enfin, un atelier textile a été repris permettant à une vingtaine de femmes d'y travailler.

Dans ce contexte, l'appui apporté par le MCI entre 2010 et 2012 a permis le renforcement des groupes de production à travers des ateliers de formation et l'aménagement de leurs lieux de travail : installation de l'électricité, de l'eau courante et construction de murs. La tenue d'ateliers thématiques sur des questions de santé, d'environnement, de problématiques genre a aussi amélioré la conscience collective sur l'utilisation rationnelle de l'eau, l'importance de l'utilisation d'une eau propre et les questions d'égalité entre hommes et femmes. D'autre part, la mobilisation civile des organisations du réseau a aussi encouragé la mise en œuvre par le gouvernement de politiques publiques telles que l'installation de l'eau courante et la collecte des poubelles dans quatre quartiers de la zone.

déclaration du 50ème anniversaire du MCI

une nouvelle coopération pour un autre développement

Mouvement pour la coopération internationale

Nous, les participants à la rencontre organisée à Genève les 15, 16, 17, 18 et 19 octobre 2012 par le Mouvement pour la Coopération Internationale – MCI qui célèbre son 50ème anniversaire, avons décidé de rendre public le résultat de nos travaux. Il s'agit pour nous de contribuer à l'amélioration de la coopération internationale pratiquée par les organisations de la société civile. Nous voulons une coopération soutenant un développement centré sur l'humain, promouvant et protégeant la vie.

nos constats

La domination privée

Au cours de ce dernier demi-siècle, à la domination exercée précédemment par plusieurs États européens, s'est ajoutée la domination privée exercée par de grands groupes économiques multinationaux. Même lorsque des acteurs ont surgi sur les scènes politiques nationales en opposition à cette réalité, une fois au pouvoir ils ont succombé à la logique du capital.

Ces groupes économiques multinationaux utilisent à leur profit des pratiques fiscales, souvent douteuses, pour échapper à l'impôt dans les pays où ils exercent leurs activités. Ces pratiques réduisent les ressources nécessaires à de nombreux pays pour assurer une vie digne à leurs habitants.

Le secret bancaire et autres mécanismes fiscaux, comme les possibilités offertes d'évasion fiscale, pratiquées en Suisse et dans d'autres parties du monde, ont pour conséquence de réduire les ressources nécessaires à de nombreux pays pour améliorer le niveau de vie de leurs populations. Ces pratiques facilitent le développement de la corruption qui, elle aussi, porte atteinte au développement de nombreux pays.

Les marchés internationaux, notamment ceux des matières premières et produits de base, échappent au contrôle des pouvoirs publics nationaux. Trop souvent les pays producteurs ne reçoivent pas la juste rémunération de leur production. De nombreux paysans et travailleurs de par le monde vivent dans la misère.

À de nombreuses reprises, le Fonds Monétaire International et des banques privées – pour résoudre les problèmes d'endettement — ont imposé des politiques d'ajustement structurel, souvent des privatisations, entraînant des crises économiques qui rendent les pays dépendants et ont des conséquences dramatiques pour leurs populations. Ces pratiques affaiblissent la démocratie dans de nombreux États. Elles réduisent les capacités de la population à être le sujet de son propre destin. Dans certains cas, les États vont jusqu'à criminaliser la protestation sociale.

Le modèle dominant de développement

Le modèle dominant de développement économique entraîne une détérioration de la qualité de vie sur la planète. Les changements climatiques en sont l'un des signes inquiétants. Le développement dit «durable» cache souvent un développement insoutenable dans le temps.

Ce modèle de développement:
– met en cause l'existence même de nombreux peuples autochtones, particulièrement quand leurs territoires recèlent des matières premières ou des sources d'énergie présentant un intérêt économique. Pour ce modèle dominant, les peuples autochtones et les populations traditionnelles représentent la dernière barrière à abattre.
– tend à accentuer le manque de reconnaissance de la femme comme sujet politique, social, culturel, économique.

La société civile

Au Sud comme au Nord, au fil des années, on a pu constater l'émergence d'organisations et d'initiatives de la société civile susceptibles de répondre aux besoins vitaux de la population et de défendre ses intérêts et, par là, de concourir au bien commun. Ces organisations de la société civile constituent une pièce maîtresse de la démocratie. Elles sont, dans leur propre pays, les premières porteuses de la promotion et de la défense des droits économiques, sociaux, culturels, politiques et environnementaux de la population et des droits collectifs des peuples autochtones.

La coopération au développement des ONG du Nord

Dans le Sud, elle a permis à de nombreuses personnes, groupes et ONG, de mettre en oeuvre des projets, d'entreprendre des actions permettant à des populations plus ou moins nombreuses d'améliorer leurs conditions de vie.

Cependant, quand cette coopération est fragmentée, quand il y a une multiplication non cohérente des projets, ce n'est pas parce qu'il y a de nombreuses ONG étrangères dans un pays, que cela entraîne un changement social pérenne susceptible de rendre inutile le financement de projets par la coopération internationale.

ce que nous voulons

La reconnaissance des ONG du Sud

La pleine reconnaissance de l'existence des organisations de la société civile du Sud et de leur rôle essentiel pour apporter le changement social susceptible de répondre aux besoins économiques, sociaux et culturels de chaque peuple.

Cela signifie devoir développer un partenariat d'égalité entre ONG du Sud et du Nord. Cela a des conséquences jusque dans la présentation des projets par exemple.

Le changement social pour le bien commun entre difficilement dans un chronogramme.

Il est souvent le résultat d'un long travail soumis à de nombreux aléas. Les associations qui, dans leur programme d'action, visent ce changement social doivent avoir les moyens en personnel et en matériel pour assurer la continuité de leur action. Elles doivent être soutenues dans la durée.

Les peuples autochtones

Dans leur grande majorité, les peuples autochtones ont une relation pleine de respect, d'harmonie et d'équilibre avec la terre mère. Le renforcement des identités ethniques et culturelles est très important. Les territoires indigènes sont de véritables sanctuaires de vie dans leur diversité spirituelle et biologique. Mais les peuples autochtones sont touchés de plein fouet par le modèle dominant de développement. Ce modèle porte atteinte à leurs territoires ancestraux: les montagnes, les glaciers, les forêts, les fleuves et rivières. Pourtant l'existence de ces peuples constitue un signal fort pour l'humanité toute entière.

On leur reproche d'empêcher le développement, on criminalise leur protestation, on militarise leur territoire, on réduit leurs droits. Ils continuent toutefois à lutter pour leur vie et la défense de leurs droits. Ces derniers, bien que reconnus par des lois et des instruments juridiques nationaux ou internationaux, sont insuffisamment appliqués. Le soutien à leurs revendications est d'importance capitale.

L'économie solidaire

L'économie solidaire est un projet politique différent du modèle dominant de développement économique. Elle place l'être humain au centre de l'économie, pas seulement en ce qui concerne les biens et services utiles et de qualité qu'elle offre, mais aussi par la manière de produire, de consommer, de commercialiser et de pratiquer la finance, notamment en autogestion et quand elle promeut un développement soutenable, respectueux de l'environnement. Dans cette dynamique, la mesure du développement ne peut se faire seulement au travers d'indicateurs économiques, mais doit prendre en compte d'autres dimensions d'ordre sociopolitique, éthique et culturel.

La formation

Les mécanismes qui engendrent la précarité et l'exclusion sont complexes. Vouloir la pleine participation de la société civile pour un développement centré sur l'humain suppose une formation: continue, de qualité et adaptée à chaque population. Le but et la base de tout processus de formation doivent être le développement de l'estime de soi des participants à partir du respect et de la valorisation de leurs expériences, connaissances, langues et cultures. Ce modèle de formation est celui qui doit être reconnu et soutenu par les pouvoirs publics et la coopération internationale.

La coopération des ONG du Nord

Les ONG du Nord, si elles veulent être pleinement solidaires des ONG du Sud, doivent :
– combattre, dans leurs propres pays, les mécanismes par lesquels les ressources financières qui permettraient de subvenir aux besoins de la population du Sud trouvent un refuge complaisant sur des comptes bancaires qui ne profitent qu'aux fraudeurs;
– surveiller et, le cas échéant, dénoncer les pratiques des entreprises qui portent atteinte au "Bien Vivre" des peuples.

Appel aux ONG et collectivités publiques du Nord

Nous appelons les ONG du Nord et les collectivités publiques à soutenir les projets et programmes des ONG du Sud qui:
– se mettent en réseau avec d'autres acteurs pour proposer, promouvoir et accompagner des politiques publiques;
– favorisent la mise en oeuvre de droits reconnus, susceptibles de bénéficier à une population beaucoup plus large que les bénéficiaires initiaux.

C'est ce type d'actions de changement social que la coopération doit appuyer en priorité. Une fois abouties, ces dynamiques rendront alors les financements sans objet, pour mettre l'accent sur d'autres formes de solidarité.

Cette pratique de la coopération doit se faire dans la longue durée.

Les associations du Sud qui ont de tels objectifs doivent être soutenues non seulement pour des aspects concrets de leurs programmes, mais aussi pour leur vie démocratique, leurs besoins en personnel et en matériel.

C'est le changement de pratique que nous souhaitons.

Guarda Erica et **Hermenegildo Liempe**, CAI, Argentine | **Mariano De Nardis** et **Zulema Nélida Aguirre**, RED, Argentine | **Jorge Tacuri Aragon** et **Emerson Sandi**, Solsticio Peru/Feconat, Pérou | **Antonio Sánchez** et **Cáisamo Guzmán,** CLEBA/OIA, Colombie | **Maria Angelina de Oliveira** et **Adriana Bezerra Cardoso**, CEDAC, Brésil | **Silvio Cavuscens** et **Sônia Guajajara**, Secoya/COIAB, Brésil | **Ketelie Estimable** et **Anice Ladouceur**, PAIS, Haïti | **Simao Luis de Costa** et **Joao Do Carmo Pinto**, CDC, Timor Leste | **Rita María del Luján Toledo Tejera** et **María Teresa Mira Torres**, CMU, Uruguay | **Christiane Escher**, MCI, Suisse

conception graphique | _jmB

Ces pages et les activités du 50ème anniversaire ont été réalisées grâce à l'appui des collectivités publiques via la Fédération genevoise de coopération et avec le soutien de la Loterie Romande.

1962 50 2012

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

Avec le soutien de la Loterie Romande